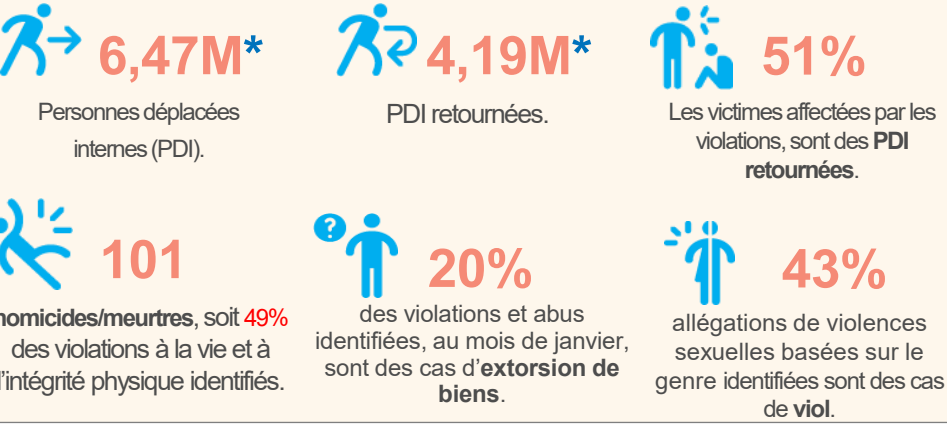


Chiffres clés



Catégories de violations/abus identifiés**



* Les données relatives aux mouvements de population concernent le mois de janvier 2026.

** Les statistiques sur les violations et abus proviennent quant à elles du monitoring de protection couvrant les mois de janvier 2026.

APERÇU GÉNÉRAL

L'est de la RDC demeure marqué par une dégradation sécuritaire persistante au Nord-Kivu, Sud-Kivu et en Ituri : les affrontements entre forces régulières, groupes affiliés à l'AFC/M23, milices locales et groupes tels que les ADF et CODECO se traduisent par des attaques contre des civils, des représailles, des enlèvements, des extorsions aux barrières et des incidents liés aux restes explosifs de guerre (REG), avec des entraves récurrentes à l'accès humanitaire.

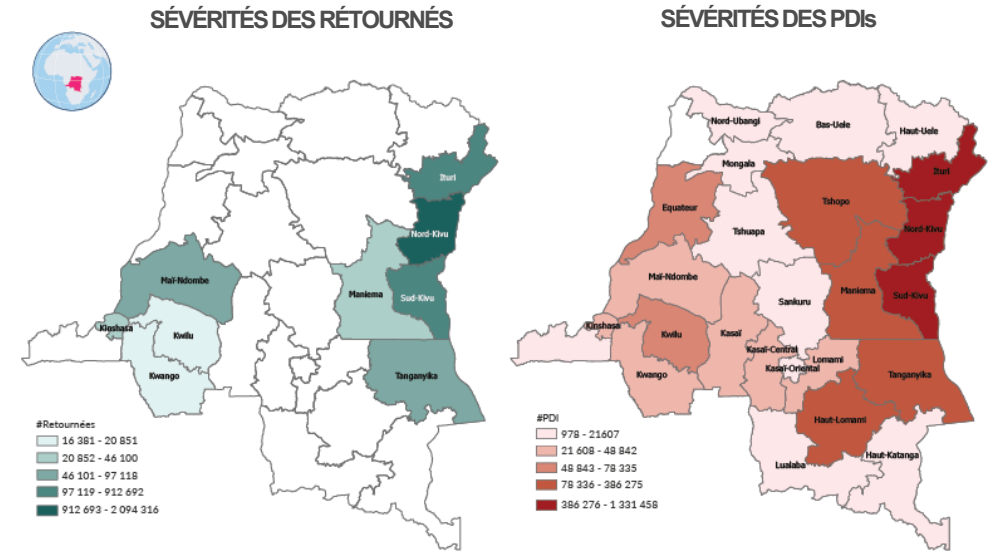
Sur le seul mois de janvier 2026, au moins 74 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés au niveau national.

Pour la province d'Ituri, les territoires de Djugu et Irumu restent parmi les plus affectés par des combats et attaques (ex. zone de santé de Fataki/Bule), avec des tueries de civils, des enlèvements et des mouvements de population massifs qui saturent des services déjà limités ; des retours ponctuels coexistent avec des risques élevés de représailles et d'extorsions routières. L'activisme des ADF alimente les tueries, enlèvements et la paralysie de l'économie locale (notamment autour de Komanda et dans le sud d'Irumu).

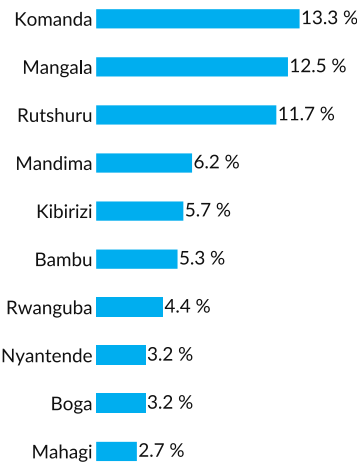
Pour le Nord-Kivu, les combats se poursuivent notamment à Masisi, Rutshuru et Nyiragongo/Goma, avec des représailles contre des civils accusés de collusion, des enlèvements et des destructions d'habitations. La contamination par les REG demeure une menace aiguë, y compris en zones urbaines, et freine les retours et l'assistance, tandis que les incidents et contraintes d'accès affectant les acteurs humanitaires restent élevés.

Dans la province du Sud-Kivu, les intenses affrontements observés depuis décembre dans les territoires d'Uvira, Fizi, Kalehe et Kabare ont provoqué des déplacements massifs et une montée des besoins urgents (vivres, abris, EHA, santé/protection), alors que des pillages/attaques contre des structures de santé aggravent l'accès aux soins. Des appuis ciblés se mettent en place (p. ex. financement d'urgence pour Uvira–Fizi–Kalehe), mais demeurent en-deçà des besoins.

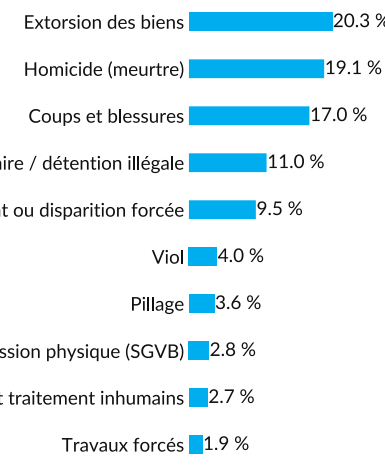
La province du Tanganyika subit un double effet : afflux de PDI en provenance des Kivu et persistance de tensions et de criminalité (y compris extorsions routières), créant un environnement de protection fragile dans plusieurs territoires (Kalemie, Nyunzu, Kabalo, Kongolo, Manono). La flambée de choléra (province endémique) demeure un facteur aggravant, portée par la promiscuité, l'insuffisance d'eau potable et les déplacements ; des réponses WASH sont en cours mais les flambées restent récurrentes.



TOP 10 DES ZONES DE SANTÉ AFFECTÉES



TOP 10 DES VIOLATIONS IDENTIFIÉES



FAITS SAILLANTS

Province de l'Ituri:

L'environnement de protection a été particulièrement affecté par des affrontements et opérations militaires, exacerbant les besoins de protection et d'assistance humanitaire déjà critiques dans la province. Le territoire de Djugu a été le plus affecté avec les fréquents affrontements entre les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et la Convention pour la révolution populaire (CRP) dans la zone de sante de Fataki, plus précisément dans l'aire de santé de Bule ou de nombreux mouvements de population ont été enregistrés ainsi que de multiples abus et violations de droits humains.

Une recrudescence des violations de droits humains a également été constatée dans le territoire de Irumu, caractérisée par un activisme des Forces démocratiques alliées (ADF) dans la zone de santé de Komanda.

Dans l'ensemble, l'insécurité a atteint tous les territoires de l'Ituri avec une tendance de la normalisation des barrières illégales comme source d'extorsion ; une érosion du tissu social, alimentée par les violences communautaires ; un risque élevé de cycles de représailles, notamment à Mahagi et Djugu ainsi qu'une exposition plus accrue des femmes, filles et retournés aux violations graves.

Territoire de Djugu

- Les affrontements entre les FARDC et la CRP se sont poursuivies, causant de nombreux abus et violations de droits humains (pillages, homicides, destructions de biens, etc.) et une forte fracture entre la population locale et les FARDC, ainsi qu'un sentiment anti MONUSCO.

Face au risque élevé de la reprise des affrontements entre les différentes parties (FARDC vs CRP), un nombre important de ménages (environ 20,000) ont dû se déplacer vers des familles d'accueil et/ou vers les sites de Djaiba,/Djugu, Bunia/Irumu et Mahagi.

- Bien que quelques retours aient été observés dans les localités sous le contrôle des FARDC, la majorité de la population observait la situation sécuritaire avant de quitter les sites de déplacés pour regagner temporairement leurs lieux de provenance, du fait que la reprise du contrôle de Bule par les FARDC aurait entraîné des restrictions de mouvements d'une frange de la population, notamment des hommes (jeunes et adultes) soupçonnés de soutenir la CRP et faisant ainsi l'objet d'intimidations, arrestations arbitraires, etc.

Territoire d’Irumu

- L’activisme des groupes armés FRPI, ADF, Mai-Mai/ULPC et FAR) a exposé la population à de nombreuses atteintes de droits humains tels que les pillages, les enlèvements contre demande de rançon, des extorsions de biens, etc...
- En outre, la zone de santé de Komanda a été marquée, d’une part par des tensions intra-communautaires, facteurs de violences entre civils, notamment les retournés et les agriculteurs et, d’autre part, d’une recrudescence d’incursions d’hommes armés présumés auteurs de violences ciblées contre les populations.

Le 9 janvier, neuf personnes retournées auraient été tuées dans le village de Balingina à l’arme blanche (machette et/ou flèche) par de présumés éléments d’un groupe armé, membres des cinq groupes signataires de l’acte d’engagement d’Aru 2 pour la cessation des hostilités, pour motif de sorcellerie : accusées d’avoir anéanti leurs fétiches de guerre.

Territoire de Mambasa

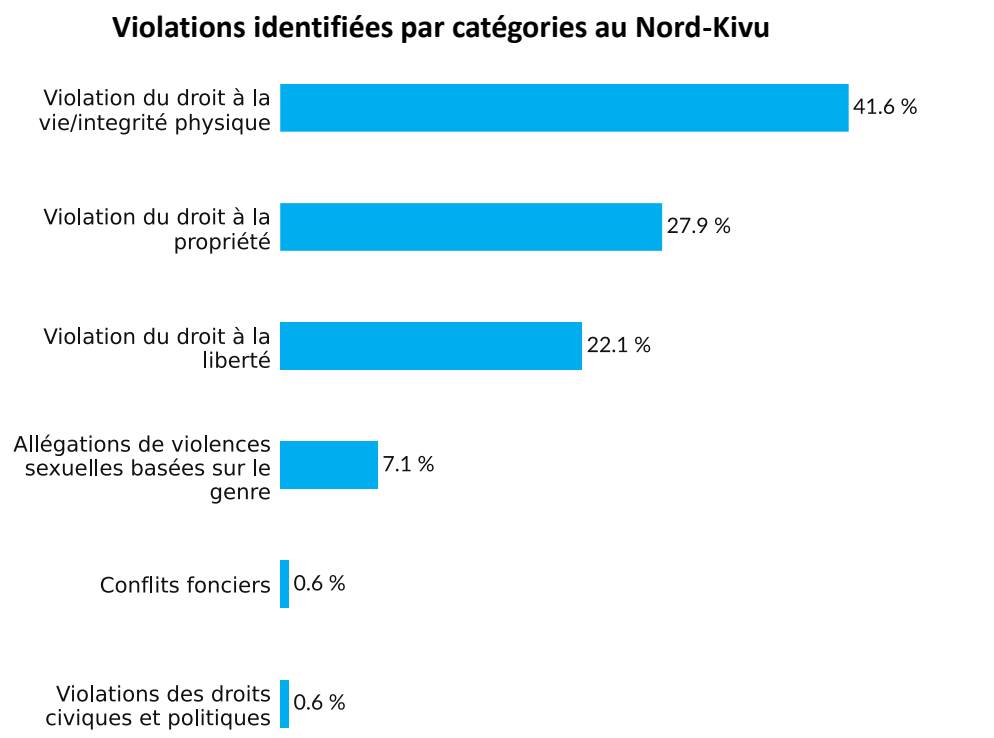
- La situation sécuritaire et de protection demeure imprévisible avec plusieurs embuscades de présumés auteurs des éléments ADF causant des meurtres, coups et blessures, enlèvements, etc. forts de leur capacité rapide à se mouvoir dans la forêt du fait de la maîtrise de la zone.

A titre d’illustration, un groupe d’environ 60 hommes adultes (personnes déplacées et résidents), aurait été contraints par un officier des FARDC d’accompagner son unité pour procéder à la récupération des corps de militaires FARDC tués lors d’une embuscade attribuée aux ADF dans le village de Banzu Banzu. Au cours de cette opération, le groupe serait à son tour tombé dans une autre embuscade de présumés combattants ADF. Il s’en est suivi un accrochage entre FARDC et ADF ayant conduit à la mort de six personnes et de deux personnes blessées graves. Par ailleurs, plus de 40 personnes seraient portées disparues et/ou présumées enlevées à la suite de cet affrontement.

Territoire de Mahagi

- De nombreux cas d’extorsions et d’arrestations assorties d’amendes dont les présumés auteurs seraient des combattants du groupe armé CODECO/URDPC et certains éléments FARDC ont été signalés au cours de la période, aux points de contrôle et barrières érigés le long des axes routiers dans la Zone de santé de Kambala, respectivement dans les aires de santé de Simbi et Rona, du groupement Rona, chefferie de Pandoro.

Province du Nord-Kivu :



Territoire de Masisi

Durant toute la période, les civils auraient été exposés à de graves violations des droits humains à la suite des affrontements entre groupes armés.

A titre illustratif, au moins 10 homicides et une quarantaine de blessés auraient été causés par une bombe larguée par un drone le 02 janvier à Masisi Centre. Au total, ces affrontements entre groupes armés auraient entraîné au moins 20 homicides, 16 enlèvements et 11 destructions d’habitations entre le 02 et le 08 janvier.

Plusieurs actes de représailles ont également été enregistrés, ciblant notamment des civils soupçonnés de collaborer avec des groupes armés rivaux. Les civils seraient enlevés et libérés après paiement de rançon ou demeureraient introuvables ; des cas d’homicides, de coups et blessures, incendies de maisons sont également enregistrés.

A titre d’illustration, les 12 et 13 janvier, 2 déplacés et 5 retournés auraient été tués lors d’une incursion attribuée aux éléments d’un groupe armé dans le groupement de Nyamaboko 1, plus précisément à Kazinga et au village Katsiuro, au motif qu’ils seraient des collaborateurs du groupe armé rival.

- Des femmes et filles de divers groupements seraient particulièrement exposées aux violences basées sur le genre (VBG) attribuées aux acteurs armés présents dans des zones. Ces situations seraient particulièrement récurrentes lorsqu’elles se rendraient aux champs à la recherche de moyens de subsistance.

A titre d’illustration, entre le 15 et le 17 janvier, 6 femmes auraient été violées par des éléments de groupes armés alors qu’elles étaient dans des zones pour des travaux champêtres (champs ou recherche de bois de chauffage) dans les groupements de Banyungu, Bashali-Mukoto et Bapfuna.

Territoires de Beni

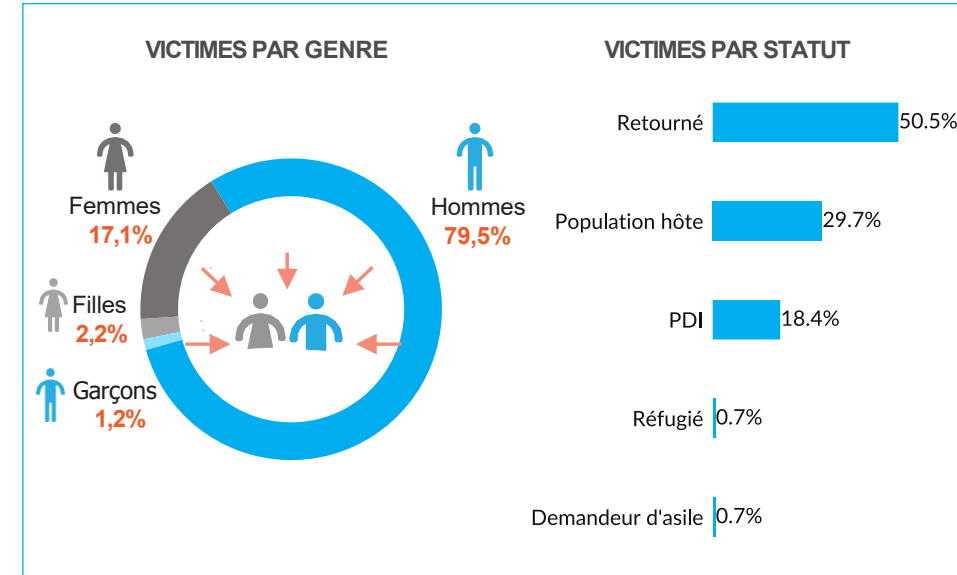
- La période a été marquée par une insécurité persistante urbaine impliquant des éléments armés ainsi que d’incursions attribuées à des hommes non identifiés, affectant la sécurité et la protection des civils dans un climat de peur constante au sein des communautés.
- Durant la période, un climat de psychose s’est installé dans la zone de santé d’Oicha et le groupement de Bambuba-Kisiki, en raison de mouvements d’un groupe armé, faisant craindre à la reprise d’attaques après une relative accalmie de quelques mois.

En fin de période, le 31 janvier, des attaques successives contre les civils ont été signalées dans des villages du groupement de Batangi-Mbau, attribuées à des présumés éléments d’un groupe armé. Le bilan fait état de plusieurs cas d’homicides, des coups et blessures, enlèvements, des pillages de biens de plusieurs ménages, de pharmacies, boutiques, incendies de plus de 60 maisons et des dizaines de motos. Ces attaques de quelques heures ont contraint près de 480 ménages de 2 400 personnes à fuir vers le groupement de Bandande-Kainama.

- La présence de Restes Explosifs de Guerre (REG) inquiète les populations qui sont exposées aux blessures graves voire des homicides.

A titre d’illustration, le 5 janvier, 2 engins non explosés auraient été découverts dans la zone de santé de Beni. Aucun incident de protection lié à ces REG n’aurait été rapporté à ce stade. Les services de sécurité auraient été immédiatement mobilisés afin de procéder à la récupération et à la sécurisation de ces engins non explosés.

Le groupement de Baswagha-Madiwe demeurerait également contaminé par des REG, augmentant significativement les risques de protection.



Territoire de Rutshuru

- Plusieurs attaques d’hommes armés auraient été signalées au cours de la période, perpétrées en représailles contre des personnes soupçonnées de collaborer avec des groupes armés adverses.

Entre le 02 et le 08 janvier, ces attaques et le climat de violence qui en découle auraient occasionné au moins 3 homicides, 02 cas de coups et blessures ainsi que 02 enlèvements.

Le 23 janvier, des hommes armés non identifiés auraient mené une incursion dans 10 maisons de civils au village de Luhonga (groupement de Nyamaboko 2) ; des biens appartenant aux ménages auraient été pillés et 8 hommes auraient été enlevés, puis contraints de transporter les biens pillés vers les positions de ces éléments situées dans le parc national des Virunga. 5 parmi les personnes enlevées auraient été libérées le lendemain.

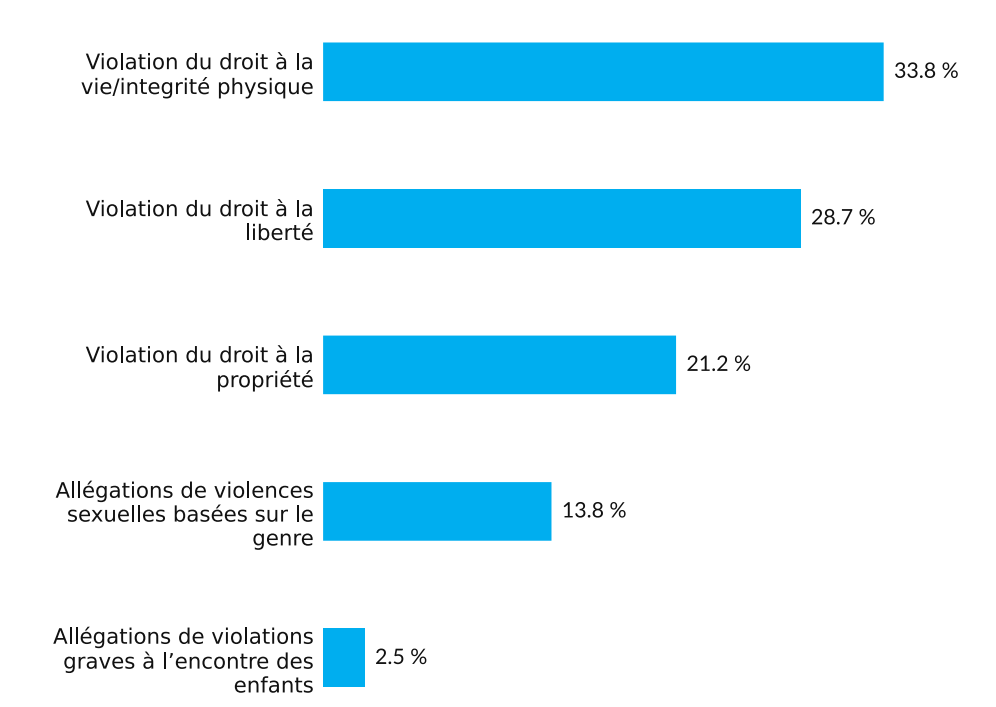
- Des affrontements entre plusieurs acteurs armés auraient été signalés dans le groupement de Mutanda, où l’usage de bombardements aériens par les belligérants aurait provoqué un climat de psychose au sein de la population. Cette situation limiterait fortement l’accès des civils aux vivres et aux biens de première nécessité.
- Dans le regroupement de Bukombo, des tensions et rivalités persistantes entre un groupe armé et la coalition armée rivale ont entraîné, entre autres, des meurtres, coups et blessures, enlèvements, contribuant à une détérioration de l’environnement de protection de la zone. Cet environnement incertain a entraîné des populations à trouver refuge dans des localités jugées relativement plus calmes.
- En fin de période, des sources locales ont rapporté la disparition d’une centaine de personnes, majoritairement des jeunes garçons et filles de la chefferie de Bwito après avoir été arrêtés au cours d’un bouclage organisé par le mouvement rebelle AFC/M23 puis emmenés vers une destination inconnue à Bambo.

Territoire de Nyiragongo et Ville de Goma

- Des incursions armées motivés par la recherche de moyens de subsistance seraient rapportés ainsi que des cas d’enlèvements de civils (y compris d’enfants), souvent accusés de connivence avec des groupes armés, notamment dans le Nord est du territoire.
- La partie nord du territoire de Nyiragongo demeure exposée à la présence de REG non neutralisés. A titre illustratif, des sources locales ont rapporté qu’au moins deux enfants ont été tués et un autre blessé par l’explosion d’un REG dans le village de Rwibiranga le 18 janvier.

Province du Sud-Kivu :

Violations identifiées par catégories au Sud-Kivu



Territoire de Kalehe

- Les affrontements entre groupes armés fragilisent l’environnement de protection des civils dans les localités du Nord-Ouest et dans les Hauts Plateaux de Kalehe. Ces derniers se démarquent au travers d’embuscades et d’incursions tendues contre les civils. Dans ces circonstances d’incertitude sécuritaire, des violations de droits de l’homme à travers, entre autres, des actes de viol de femmes, d’enlèvements, des coups et blessures auraient été rapportés dans plusieurs localités du territoire avec comme autres conséquences la paralysie des activités socio-économiques et déplacements massifs de populations.
- De plus, le renforcement des effectifs de groupes armés au cours de la période serait assorti de plusieurs violations des droits humains à l’instar de plusieurs cas d’enlèvements, viols collectifs, homicides, pillages, extorsions de biens, arrestations arbitraires…

A titre d’exemple, dans le groupement Mbinga Sud, au moins 10 cas d’enlèvements auraient été documentés du 03 du 04 janvier.

Parmi ces victimes d’enlèvement, 5 femmes qui auraient également subi des viols et 06 autres cas de viols survenus dans des circonstances assez similaires auraient été signalés le 06 janvier dans les hauts plateaux de Ziralo et dans les moyens plateaux de Buzi.

Territoire d’Uvira

- En début de période, le contexte de protection demeure préoccupant dans le territoire d’Uvira du fait de la persistance de violents affrontements entre des groupes belligérants, source majeure d’insécurité dans la zone.

- L’on note la présence de plusieurs engins non explosés retrouvés dans les villages Kabunambo, Luberizi, Kigoma, Kiliba et Kala dans la parte nord du territoire.

A titre illustratif en termes de conséquences de cette présence, une explosion d’engin de guerre aurait causé des morts et des destructions des biens dans la soirée du 29 janvier au marché de la cité de Sange, dans la Plaine de la Ruzizi. Environ 10 civils (majoritairement des PDIs retournées) auraient été tués à la suite d’une explosion d’un engin de guerre. Il y aurait eu également des blessés graves et une destruction de domiciles.

- Dans la ville d’Uvira, plusieurs violations des droits humains auraient été documentées notamment après le retrait d’un groupe armé de la ville, le 17 janvier, et qui aurait replongé la ville dans l’insécurité avec une vague de violations graves de droits de l’homme perpétrées par des hommes armés non identifiés et des groupes armés incontrôlés.

Pendant la période, une série d’actes de pillages, de meurtres, d’enlèvements, d’arrestations arbitraires, des coups et blessures et de viols auraient été enregistrés : entre les 18 et 20 janvier, 12 civils auraient été tués et 28 autres blessés ; des biens de valeur constitués d’argent, vêtements, articles ménagers essentiels auraient été emportés au cours d’au moins sept (7) incursions dans des ménages du 20 au 23 janvier.

Territoire de Fizi et ville de Baraka

- Des incursions et des affrontements entre des groupes armés auraient impacté négativement la protection des civils dans certains villages du territoire.

Cette situation aurait favorisé des violations de droits de l’homme dont des enlèvements de civils, des actes d’extorsion de biens et des coups et blessures.

- Des affrontements armés signalés le 03 janvier à proximité du centre de Fizi auraient entraîné de nombreux abus des droits humains tels que l’incendie d’une cinquantaine d’habitations, plusieurs pillages de commerces ainsi que le déplacement de plus de 300 ménages.

Entre le 03 et le 08 janvier, des sources locales ont rapporté au moins 07 homicides, 04 viols et plusieurs actes de pillage allégués à des hommes armés.

- En fin de période, à partir du 26 janvier, la localité de Minembwe, située dans les Hauts Plateaux, a été le théâtre de plusieurs jours de violents combats opposant les FARDC à une coalition de groupes armés, exposant les populations civiles à des bombes larguées.

Environ 1 352 ménages de 6 760 personnes se seraient déplacés vers plusieurs villages (vers les villages de Mukera, Lweba, Lusenda et Fizi-centre, Kilumbi, Tubuki, Kabembwe, Katoki) y compris l’axe Lumanya et Bibokoboko. Dans la même période, des éléments de groupes armés auraient été auteurs d’enlèvements, meurtres, embuscades assorties d’extorsion de biens dans les mêmes zones.

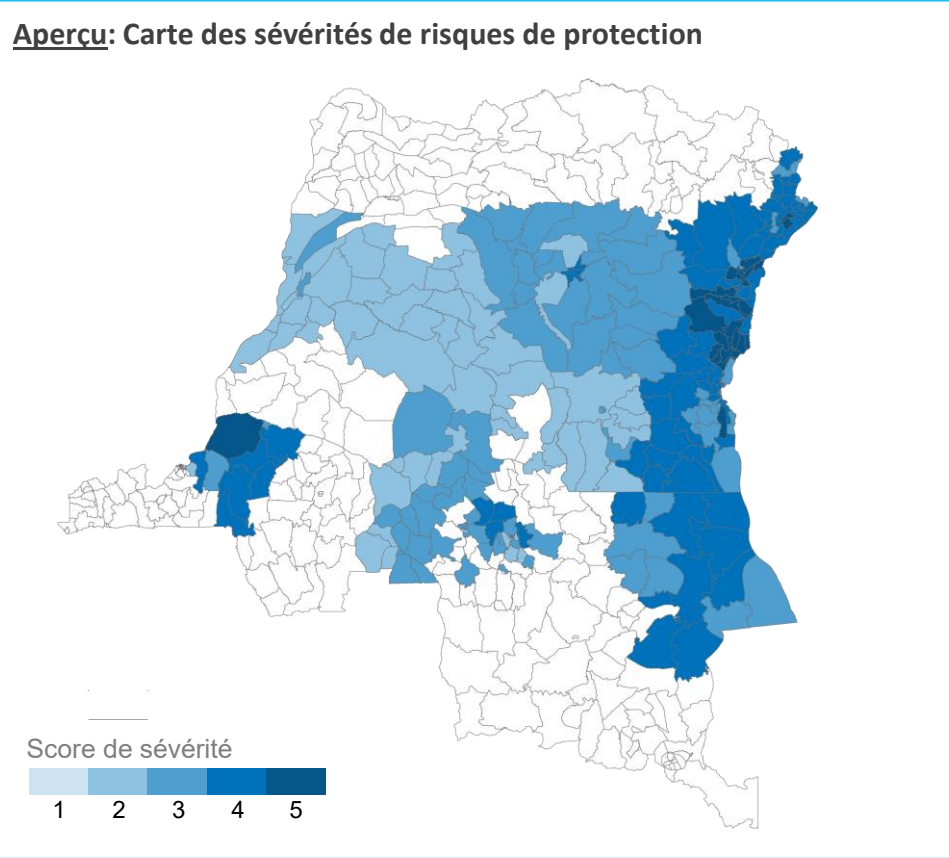
Territoire de Kabare

- Des embuscades et des affrontements entre des groupes armés auraient provoqué un déplacement des populations civiles, particulièrement dans le groupement de Irhambi-Katana.
- Dans le sillage de cette insécurité, des cas d’enlèvement, des actes d’extorsion de biens et des coups et blessures, à charge des groupes armes auraient été rapportés.

Selon des sources locales, de violents affrontements auraient opposé deux groupes armés, du 24 au 25 janvier, dans les villages de Maziba et Kafungulo, Kabushwa, Kahungu et Mabingu dans le groupement d’Irambi-Katana. Environ 105 ménages de 525 personnes se seraient déplacés vers les villages de Kabamba, Kadjucu, Katana-centre.

Aussi, du 17 au 21 janvier, de violents affrontements entre deux groupes armés auraient été rapportés dans les localités périphériques du Parc national Kahuzi-Biega (PNKB) et notamment dans les villages de Bulolo Busandwe, Maziba, Chahoboka et environs à l’Ouest du groupement d’Irambi-Katana. Environ 1 366 ménages de 6 830 personnes se seraient déplacés dans les villages de Mwanda, Nuru, Kalangane, Katana et environs.

Selon les sources locales, ces personnes déplacées internes vivant dans les familles d’accueil et éprouveraient des besoins pressants d’accès au logement, à la nourriture, à la santé et aux articles ménagers essentiels.



Province de Tanganyika :

La province du Tanganyika est confrontée à une crise humanitaire majeure, d'une part, l'afflux des nouveaux PDIs de la crise du M23/AFC venus du Sud et Nord Kivu et, d'autres part, les retombées de conflits intercommunautaires Twas et Bantous ainsi que les catastrophes naturelles.

L'activisme des groupes armés non-étatiques dits Wazalendo et la criminalité urbaine dans plusieurs communes et villages/localités de la province ont également affecté négativement l'environnement de protection.

Territoire de Kalemie

- La situation sécuritaire et de protection du territoire a été marquée par des incidents impliquant des personnes armées, des violations graves des droits humains qui contribuent à un climat de psychose au sein des communautés locales et affecte négativement la cohésion sociale.

Ville de Kalemie

- Des cas de criminalité urbaine seraient enregistrés, marqués par des vols armés et de réguliers crépitements des balles se feraient régulièrement entendre. Des vols à main armés, des arrestations arbitraires et des détentions illégales, des justices urbaines seraient récurrents.

Territoire de Nyunzu

- Il a été signalé des conflits liés aux activités d'exploitation artisanale de l'or avec la découverte du corps sans vie d'un jeune homme à Kisengo. Selon les informations recueillies sur place, la victime présentait des lésions sévères au niveau de la tête, indiquant une exposition à la violence physique avant son décès.

Des situations similaires seraient enregistrées dans le territoire et cette insécurité grandissante a entraîné une dénonciation communautaire à la suite de l'insécurité.

Territoire de Kabalo

- Dans ce territoire, des cas d'extorsion des biens et de taxes illégales ont été documentés dans presque tous les axes routiers de la province où sont positionnés les militaires. Des barrières érigées par des militaires exigeants le paiement d'une taxe de 500 à 2000 FC et, une réémergence de l'épidémie de choléra dans les villages de Nfuke et Kashale ont impacté négativement l'environnement sécuritaire et de protection.

Face à cette situation, les habitants de la zone lancent un appel pressant aux autorités compétentes afin qu'elles s'impliquent activement pour le démantèlement de cette barrière illégale et le rétablissement de la libre circulation, condition essentielle à la stabilité et au bien-être de la communauté.

Territoire de Kongolo

- Le territoire de Kongolo vit une crise humanitaire profonde et prolongée, marquée par la superposition de vagues successives de déplacements et une situation épidémiologique alarmante. Les sites de PDIs de Yenga, Ponda Luganza et Buyovu créés en 2023 et 2024, accueillant les déplacés

du Maniema qui fuyaient les violences des groupes armés Malaika sont restés sans assistances humanitaires dans tous les secteurs humanitaires.

De mars 2025 à janvier 2026, ces sites et de nombreux villages des aires de santé de Masambi, Katele, Sola, Mugizya, Kangoy et Majengo enregistrent un nouvel afflux massif de plus de 6 000 ménages supplémentaires en provenance du Nord et Sud-Kivu, fuyant l'avancée du M23/AFC.

Au total, près de 24 300 ménages vivent dans des conditions d'extrêmes précarité, des familles d'accueil saturées et vulnérables. La promiscuité et le manque d'eau potable ont favorisé la flambée de cas de l'épidémie de rougeole et choléra d'une rare violence en janvier 2026, causant 19 décès sur 127 cas.

Parallèlement, les conflits coutumiers et les incursions de groupes armés continuent de semer la terreur avec des incendies de maisons (50 maisons en décembre 2025 au village Nkulula) et le déplacement de plus de 1 000 ménages.

Aucune évaluation de protection n'a été menée dans ce territoire et aucun acteur n'est positionné jusqu'à présent.

Territoire de Manono

- Les conflits intercommunautaires persistent et sont particulièrement violent entre les Twas et Bantous.

Entre aout 2025 et janvier 2026, des incursions répétées d'éléments Twas armés de fusils et de flèches ont provoqué le déplacement préventif de près de 9 500 ménages dans la zone de santé de Kiyambi (aires de santé de Kazingu, Mukebo, Mambwe et Kayumba).

- Les miliciens Bakata-Katanga seraient actifs dans le territoire de Manono, commettant plusieurs violations de droits humains, des pillages systématiques jusqu'aux incendies des villages. Les populations déplacées vivent dans une psychose et, faute d'assistance, des mouvements de retour sont observés dans les localités où une accalmie est signalée. La présence des militaires dans certaines localités rassure les communautés et serait le motif de retour enregistré dans certaines localités.

- L'absence des acteurs humanitaires et de protection pour documenter les violations de droits humains rend difficile la lecture de la situation de protection dans la zone car, seuls les membres de structures communautaires alertent.

LIMITATIONS

Cet aperçu est rédigé sur une base mensuelle à partir des informations et des rapports envoyés par des partenaires, ainsi qu'à travers les échanges et des discussions avec les partenaires opérationnels.

Les données de suivi de la protection sont utilisées tout au long du rapport telles que disponibles aux dates de rédaction/publication.

Ce rapport fournit une vue d'ensemble des développements clés, illustrés par des exemples de violations des droits de l'homme et n'inclut pas tous les incidents et violations survenus au cours de la période. Les chiffres du suivi de la protection peuvent ne pas correspondre aux derniers développements pour diverses raisons, notamment l'insécurité dans de nombreuses zones de conflit, qui rend impossible la collecte de données. Les chiffres finaux seront publiés à travers les différents mécanismes de rapportage établis.

Si vous avez des commentaires ou des informations pour compléter et améliorer le rapport, merci de bien vouloir nous contacter.

